

NON à la fermeture du bureau de poste de LLN

Depuis mardi 25 août, des habitants et étudiants de LLN occupent le bureau de poste afin de protester contre sa fermeture, imposée dans le cadre du « Plan stratégique » destiné à rendre La Poste capable d'affronter le libre marché en 2011.

Il y a 4 ans, le gouvernement libéral-socialiste vendait 50% des parts de La Poste (les plus rentables) pour la somme de 300 millions € (bien moins que son seul patrimoine immobilier) à un consortium privé détenu actuellement par CVC Capital Partners. Il s'agit d'un fond d'investissement britannique spécialisé dans le rachat d'entreprise (notamment publique) et leur revente après restructuration. Aujourd'hui, en vue de la libéralisation complète du marché des services postaux, la survie de La Poste dépend de sa capacité à pouvoir proposer des bénéfices attrayants pour tous les actionnaires. C'est la règle dans l'économie de marché. Les conséquences sont déjà connues pour les travailleurs et les usagers : licenciements, taux d'emploi statutaire en chute libre, accélération des cadences de travail (notamment via Géoroute), augmentation des frais d'envoi, abandon des bureaux de poste et recours massif à la sous-traitance.



Le bureau de Louvain-la-Neuve fait partie des quelques 300 bureaux supprimés en 2009, à la suite de centaines d'autres depuis 2007. En effet, il a été établi par les études marketing que les 4 millions et demi de ménages clients de La Poste ne représentaient que 10% des revenus mail et services, contre 45% pour les 100 plus gros émetteurs de facture (énergie, téléphone, ventes par correspondance, banques, etc.). Cette activité n'étant plus suffisamment rentable pour l'actionnariat privé, tout est mis en œuvre pour réduire ses coûts au maximum. Le premier élément mis en avant par le Plan stratégique consiste en la centralisation toujours plus forte du réseau des bureaux de poste et des centres de distribution. Beaucoup de ces bâtiments, coûteux en frais d'entretien et de

leasing, fermeront : parallèlement aux fermetures de guichet, le plan prévoit la transformation progressive de 500 bureaux distributeurs en 150 plateformes. Quant aux Points Poste, ils sont censés maintenir un service minimum pour la population, mais de très médiocre qualité. Les « résultats attristants » d'études récentes (*Test Achats*, avril 2009) ont largement démontré qu'ils proposaient des services très réduits, dispensés par des employés insuffisamment formés (options d'envoi, tarifs préférentiels, offres de colis, réseau de bureaux) et que leur tâche initiale rendait indisponible ou incapable de fournir des informations qu'ils ne possédaient ni ne pouvaient obtenir. Toutefois, pour Johnny Thijs, l'opération a atteint ses objectifs : « La Poste est dans les temps pour sa préparation à la libéralisation du marché. » En effet, « en 2008 le bénéfice net du Groupe La Poste est passé de 117 millions € à 179 millions €, soit une augmentation de 53% » (communiqué de presse, 19/03/09).

Début mars, une manifestation syndicale en front commun a réuni 4.000 travailleurs de La Poste dans les rues de Bruxelles pour protester notamment contre les conditions de travail de la nouvelle catégorie de « livreurs de courrier » (étudiants, chômeurs, mi-temps, pensionnés,...), appelés sous Géoroute 3 à remplacer les facteurs réguliers. Un contrat de 2-3 heures par jour leur est prévu, avec un salaire brut de 8,65 € l'heure. Nous ne pensons pas qu'il faille que « les politiques ouvrent leur yeux » mais bien que soient poursuivies les actions de grèves contre Géoroute, contre la généralisation des contrats précaires, contre les restructurations imposées. Les organisations syndicales doivent organiser la continuité et l'extension de cette lutte.

Par ailleurs, la population ne reste pas indifférente à ce qui se passe. Des comités de défense de la poste voient le jour, et une pétition qui demande le retour d'une poste 100% publique a été lancée (www.sauvonslaposte.be). En août, le comité de défense du bureau de poste de Ste-Marguerite à Liège a obtenu une victoire : le bureau ne fermera pas. Cela prouve qu'en se mobilisant, nous pouvons mettre un frein à la transformation de notre Poste en une entreprise privée au service du grand capital. Enfin, nous devons parvenir à unir nos luttes, travailleurs et usagers (habitants, étudiants belges et étrangers, personnel de l'UCL,...). C'est ensemble que nous réussirons à bloquer la destruction du service public que La Poste, en collaboration avec le gouvernement, met en place .

Réouverture immédiate du bureau de poste de LLN !
Pour un service public postal de qualité et accessible à tous :
renationalisation totale ! NON à la libéralisation !
Postiers, usagers : même combat !



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI
www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

Ne pas jeter sur la voie publique 20090830-Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 – 1170 Bxl